

L'ÉDUCATION

LES FONDS ALLOUÉS PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

M. Blaine A. Thacker (Lethbridge-Foothills): Madame le Président, le parti libéral se vante de son engagement financier à l'égard de notre système d'enseignement postsecondaire. Or, cet engagement ne se reflète pas dans les faits.

Les statistiques montrent que l'enseignement était le plus important poste du budget des dépenses gouvernementales de 1970-1971 dont il comptait pour 22.1 p. 100. En 1979-1980, il ne représentait plus que 17 p. 100 du budget et, aujourd'hui, la proportion est encore moindre.

La décision libérale d'appliquer la règle des 6 et 5 p. 100 au domaine de l'enseignement postsecondaire se traduit par une nouvelle réduction des fonds alloués aux universités, de l'ordre de 100 millions de dollars en 1983-1984 et de 250 millions de dollars en 1984-1985. En fait, le gouvernement a réduit l'an dernier son engagement financier à cet égard de 300 millions de dollars par le biais de la garantie de recettes.

Le Canada doit chercher de nouvelles techniques et former une main-d'œuvre qualifiée pour stimuler la relance économique, et la décision du gouvernement libéral de faire porter le poids des coupures budgétaires par les maisons d'enseignement postsecondaire fait que son engagement est dénué de sens et hypocrite.

Les Canadiens endurent depuis 15 ans les expériences économiques des libéraux. Si ceux-ci s'en prennent maintenant à l'enseignement, qui est le cœur même de notre pays, il est important que nous nous y opposions tous.

* * *

L'ÉCONOMIE

INVITATION À ACHETER DES PRODUITS CANADIENS

M. Jim Peterson (secrétaire parlementaire du ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Madame le Président, deux solutions divergentes ont été adoptées pour régler les difficultés d'ordre économique des pays industrialisés. D'un côté on trouve la politique monétariste chère à Reagan qui compte de nombreux partisans dans les rangs de l'opposition officielle.

Une voix: Chez les libéraux aussi.

M. Peterson: Mais les Américains ont appris aux Canadiens que la politique monétariste ou «l'économique de l'offre» ne saurait régler ces problèmes.

M. Blenkarn: Pourquoi, dans ce cas, l'économie américaine est-elle si revigorée?

M. Peterson: De l'autre, il y a la théorie française selon laquelle les gouvernements peuvent sortir leur pays de la récession à coups d'injections de fonds. Le NPD est un adepte de cette formule qui en France a abouti à la hausse de l'inflation et des taux d'intérêt, et à la dévaluation de 8 p. 100 du franc survenue hier. Le moment est venu de faire preuve de bon sens.

M. Nielsen: C'est exact.

M. Peterson: Notre solution a fait considérablement baisser à la fois l'inflation et les taux d'intérêt.

Une voix: Et le dollar.

Article 21 du Règlement

M. Peterson: Nous savons pertinemment qu'il n'y a pas de solution instantanée. Seul l'effort assurera notre prospérité. Mais peut-on faire mieux? Bien sûr.

M. Nielsen: Mais pas vous, les gars.

M. Peterson: Et c'est dans cette certitude que réside notre espoir.

Au départ, chacun d'entre nous peut, à titre de consommateur, acheter des produits fabriqués au Canada. Pourquoi acheter des denrées alimentaires importées alors que nos produits agricoles sont les meilleurs marchés dans le monde? Pourquoi acheter des voitures importées quand il est possible d'en fabriquer ici même qui soient de qualité? Pourquoi ne nous procurerions-nous pas des chaussures et des vêtements canadiens?

M. Nielsen: Et de la tuyauterie d'acier.

M. Peterson: Il y a tout lieu d'être fier de l'étiquette «Fabriqué au Canada». En tant que consommateur, chacun d'entre nous peut aider à créer de nouveaux emplois au Canada et collaborer ainsi à la relance économique. Par nos propres efforts nous pouvons aider nos concitoyens.

M. Epp: Qu'on nomme Peterson au cabinet.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE HONDURAS ET LE NICARAGUA—ON FAIT DES RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT

M. Bob Ogle (Saskatoon-Est): Madame le Président, le Nicaragua a été la semaine dernière le théâtre des affrontements les plus violents jamais observés depuis la chute du régime de Somoza en 1979. Les troupes qui provoquent ces combats au Nicaragua depuis la frontière du Honduras sont composées d'anciens membres de la garde civile de Somoza. La revue *Newsweek* et le *Times* de New York ont prouvé, documents à l'appui, que ces troupes jouissaient de l'appui de la CIA qui leur fournit des fonds, des armes et des conseillers militaires.

Aujourd'hui, madame le Président, je propose au gouvernement du Canada d'examiner très sérieusement s'il devrait maintenir son aide bilatérale au gouvernement du Honduras tant que ce dernier permettra à ces troupes d'y maintenir la base d'où elles lancent leurs attaques contre le Nicaragua.

Deuxièmement, je demanderais au gouvernement du Canada d'intensifier la coopération qu'il a promise au Mexique et au Venezuela pour établir un cessez-le-feu le long de cette frontière.

Troisièmement, je propose que le gouvernement du Canada proteste énergiquement auprès du vice-président Bush lors de la visite qu'il doit effectuer demain au Canada contre le rôle que jouent les États-Unis dans les affrontements le long de cette frontière.

Enfin, je demande que le gouvernement du Honduras ratifie l'Accord des Nations Unies sur les réfugiés. Il ne l'a toujours pas fait, de sorte qu'il est très difficile aux agents de l'ONU d'entrer dans ce pays où l'on compte maintenant des centaines de milliers de réfugiés qui ont fui le théâtre des violents combats qui ravagent la région.

Aussi, compte tenu de ces faits et compte tenu du fait que le Honduras est le pays le plus pauvre de l'Amérique centrale,